

Ruralia

Ruralia

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

15 | 2004

Varia

Vivre son voisin au village. Les conflits de voisinage dans les campagnes du Rhône (1790-1958)

Thèse de doctorat en histoire contemporaine, sous la direction de Jean-Luc Mayaud, Université Lumière-Lyon 2, 2 volumes, 624 f° et 246 f°, soutenue le 27 novembre 2004 devant un jury composé de Claude-Isabelle Brelot (présidente), Frédéric Chauvaud (rapporteur), Jean-Claude Farcy (rapporteur), Jean-Luc Mayaud et Lutz Raphael, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.

Arnauld Cappeau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1047>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 31 juillet 2004

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Arnauld Cappeau, « Vivre son voisin au village. Les conflits de voisinage dans les campagnes du Rhône (1790-1958) », *Ruralia* [En ligne], 15 | 2004, mis en ligne le 30 septembre 2005, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1047>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Tous droits réservés

Vivre son voisin au village. Les conflits de voisinage dans les campagnes du Rhône (1790-1958)

Thèse de doctorat en histoire contemporaine, sous la direction de Jean-Luc Mayaud, Université Lumière-Lyon 2, 2 volumes, 624 f° et 246 f°, soutenue le 27 novembre 2004 devant un jury composé de Claude-Isabelle Brelot (présidente), Frédéric Chauvaud (rapporteur), Jean-Claude Farcy (rapporteur), Jean-Luc Mayaud et Lutz Raphael, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.

Arnauld Cappeau

Un angle d'approche

- 1 La conflictualité de voisinage est un angle mort de la recherche que Frédéric Chauvaud et Jacques-Guy Petit ont pointé du doigt en faisant remarquer que « les relations de voisinage [...] n'avaient pas vraiment fait l'objet d'études »¹ et d'ajouter : « On attend un travail pionnier qui analyserait minutieusement les affaires traitées par un tribunal et proposerait un classement détaillé des différends jugés, réalisant un compromis acceptable entre nuances juridiques et réalités sociales »². La thèse présentée répond, au moins partiellement, à ce vœu scientifique légitime. Les propres travaux de Frédéric Chauvaud lui avaient d'ailleurs largement ouvert la voie. Lors du séminaire de l'axe rural du Centre Pierre Léon de mars 1997, animé par Jean-Luc Mayaud, il avait exposé le concept novateur de *conflictuosité*, capable d'offrir « une grille d'analyse, qui autorise le suivi de logiques en cours et donne du sens à des actes aussi divers que l'injure ou la rixe »³.
- 2 La focale conflictuelle est variable, ne serait-ce qu'en raison de la polysémie du mot *conflit*, qui doit à son origine latine (*conflictus*) le sens premier de *choc*. La violence est sous-jacente à cette étymologie antique, mais la justice de paix ne connaît pas les conflits

qui ont dégénéré en violences physiques graves : les coups et blessures sont du ressort du tribunal correctionnel, voire de la cour d'assises en fonction de la gravité des faits et surtout de l'issue des violences. Anciennement, le conflit était compris comme une lutte ou un combat contre un ennemi clairement identifié, mais ces deux notions impliquent celle d'action concrète et physique, ce qui n'est pas nécessairement le cas du conflit : un conflit peut éclater sans la moindre parole, sans le moindre geste (un conflit d'intérêts par exemple). Dans un sens plus moderne, le conflit apparaît comme une rencontre d'éléments, de sentiments contraires et qui s'opposent. Cette définition, suffisamment large et précise pour convenir au sujet, rejoint en outre la définition qu'en donne la psychologie, pour qui le conflit est le résultat d'une action simultanée de motivations incompatibles. En troisième lieu, le conflit — alors synonyme de guerre — peut être compris comme la confrontation entre deux ou plusieurs forces qui se disputent un droit. Une telle définition, bien que plus restreinte, convient aussi à de nombreux conflits de voisinage dont l'objet porte précisément sur la jouissance d'un droit (servitudes, etc.).

- 3 Aujourd'hui, les juristes préfèrent à l'expression *conflits de voisinage*⁴ celle de *troubles du voisinage*, et lui donnent un sens assez restrictif : ce sont, par exemple, les problèmes de bruits qui encombrant les tribunaux d'instance. Et, d'une façon générale, les juristes préfèrent le terme — là encore plus restrictif — de *litige*⁵ à celui de *conflit*. Enfin, du strict point de vue du droit, les questions de propriété (de bornage...) relèvent de la catégorie du *droit de propriété* et non des *troubles de voisinage*, bien que les deux soient souvent liés. Les chambres en charge du droit de propriété étant, d'ailleurs, considérées comme « plus nobles » que celles traitant les troubles de voisinage : l'ancienne dichotomie entre juges de paix et juges des tribunaux de première instance (connaissant seuls l'interprétation des titres de propriété) se perpétue. C'est l'une des raisons pour lesquelles il a été décidé de limiter le champ de recherches aux conflits de voisinage sur les seules propriétés bâties : un chapitre entier leur est consacré⁶.
- 4 Les « misérables affaires » de voisinage relèvent d'un jeu d'échelles qui part de l'odeur « méphitique » d'un tas de fumier dans une cour commune jusqu'aux arrêtés préfectoraux sur l'hygiène et la salubrité publiques. Le choix, peut-être risqué, a été fait de s'écarter d'une étude de la *litigiosité*⁷, pour laquelle Bernard Schnapper⁸ avait cependant jeté de solides bases à l'échelle de la France, pour reconstruire l'« espace vécu »⁹ des protagonistes des conflits. C'est autour de cet espace social du voisinage, à la fois très concret — car mesurable avec précision — et ancré dans l'imagination — car objet de projets et de désirs — que se cristallisent des enjeux variés et enchevêtrés. C'est à une autre structure du monde visuel que le nôtre et à une autre définition de la distance (avant tout fonctionnelle¹⁰) entre les individus, assurant à chacun l'intégrité de son espace personnel, vécu comme un langage muet¹¹, que s'est attachée cette recherche.
- 5 Les archives de la justice de paix, dont la richesse et les multiples ressorts ont été mis en évidence par Jean-Claude Farcy¹² et très récemment encore par l'ouvrage collectif dirigé par Jacques-Guy Petit¹³, ont donné lieu à d'intéressantes analyses sur l'activité des juges de paix, sur les différends jugés qui reflètent les transformations de la société française de 1790 à 1958. Il était important que les contemporanéistes et les ruralistes se préoccupent des archives judiciaires qui ont, dans un premier temps, davantage intéressé les modernistes. Comme le rappelle Jean-Claude Farcy : « Dès les années 1960, dans la voie de l'histoire quantitative tracée par Pierre Chaunu¹⁴, les modernistes ont commencé à mettre en chiffres et en courbes les fonds des justices criminelles de l'Ancien Régime »¹⁵ ; puis, ils ont œuvré dans le sens d'une analyse beaucoup plus fine, avec les travaux, par

exemple, d'Arlette Farge¹⁶. Rarement, cependant, ces sources ont été utilisées en histoire sociale pour ce qui fait pourtant leur spécificité, c'est-à-dire le traitement individuel des intérêts des personnes, mais beaucoup plus souvent comme appoint d'une démonstration plus large, comme celle « des résistances paysannes aux politiques de réduction des droits d'usages collectifs, notamment en matière forestière »¹⁷. Plus généralement, les travaux d'histoire contemporaine qui portent sur la justice, sont principalement des études sur l'appareil judiciaire. Le personnel judiciaire a ainsi donné lieu à des analyses prosopographiques et sociologiques nombreuses¹⁸, et il est sans doute très utile de bien appréhender les usages de la justice ainsi que ses rouages, mais n'est-ce pas pour mieux comprendre comment ils s'imposent aux populations, et comment, à l'inverse, la justice peut être instrumentalisée ?

- 6 Tout en tenant compte d'une telle utilisation des archives de la justice de paix, une autre voie a été empruntée, en pressant plus fort le *corpus* et en le croisant avec d'autres sources. Les archives classiques de l'histoire sociale ont été associées aux archives municipales, aux archives diocésaines et surtout aux archives privées à l'insoupçonnable richesse. Des déplacements sur les lieux des contentieux et des enquêtes orales sont venus compléter l'exploration concentrique commencée à partir du conflit surgi des minutes de la justice de paix. Il a été tenté — et cette thèse est peut-être d'abord une expérience méthodologique, avec ses ouvertures et ses impasses — de construire un objet par bien des côtés insaisissable : *vivre son voisin au village*. Mais il ne s'agissait pas de faire une étude sur la « sociabilité paysanne », ni de voir en quoi les conflits de voisinage participent du *vivre ensemble*. Il s'agissait d'adopter une autre perspective : celle du *vivre contre* ou du *vivre malgré*, par la focale conflictuelle. Cette perspective reste dans un entre-deux méthodologique : s'appuyant d'abord sur la méthode analytique qui lit les minutes autrement, déconstruit les classifications et la taxinomie judiciaire, cette thèse emprunte à la micro-histoire des outils conceptuels qu'elle n'a qu'incomplètement validés et s'est détachée de la construction micro-historique au sens où elle est développée par l'équipe du LER-SEREC¹⁹.

Le lieu d'observation

- 7 Le lieu d'observation privilégié et, à vrai dire incontournable, se trouve dans les archives de la justice de paix. En raison de leur échelle de gravité limitée, les conflits de voisinage sont principalement de son ressort. L'échelon correctionnel, qui offre une palette de délinquance plus riche²⁰, a été l'objet d'un vaste dépouillement et a été croisé avec l'échelon cantonal, comme il l'a été avec les assises. Les « résultats » n'ont pas été, il est vrai, à la hauteur du dépouillement. Mais un non-résultat est déjà un résultat : si peu de protagonistes des conflits de voisinage apparaissent aux échelons juridictionnels supérieurs, cela ne signifie-t-il pas que la taxinomie de la justice de paix est bien assimilée, premier pas vers son instrumentalisation ?
- 8 L'observation a porté sur deux cantons ruraux, ceux de Limonest et du Bois-d'Oingt (Rhône), sur une très longue période, de 1790 à 1958. La profondeur temporelle induite doit être jaugée à l'aune de l'échelle des conflits : tant que l'eau courante n'est pas installée, les conflits portant sur les droits de puisage (et donc souvent de passage) persistent. Tant que les fosses à purin ne sont pas généralisées, le problème de l'écoulement des matières perdure. Le conflit forme l'unité temporelle élémentaire qui combine plusieurs temps (biographique, « voisinale », de l'habitat et de ses

transformations, des préoccupations hygiéniques...) dont chacun se déroule selon des rythmes et à une échelle spatiale qui lui sont propres. La temporalité n'a pas été évacuée du sujet, elle a été ramenée à son objet. L'échelle nominative, probablement la plus efficiente pour le construire, n'a pas non plus négligé le contexte des rapports sociaux, lorsque celui-ci s'est révélé une clef de compréhension. Le chapitre premier a commencé par s'attacher au contexte judiciaire nouveau parce qu'il était indispensable de connaître les nouvelles catégories dans lesquelles allaient être rangés les conflits de voisinage. Contexte utile aussi que celui des querelles politiques à Dardilly au début du 19^e siècle, que celui de la division de la commune autour de ses deux clochers, et que celui de l'emprise foncière des Lyonnais, déjà mise en évidence par Gilbert Garrier ²¹. Plutôt que de dessiner un contexte-cadre préalablement défini, en fonction duquel les acteurs détermineraient leurs choix, il a semblé plus profitable, non pas tant de savoir comment les conflits s'insèrent dans un contexte, que de voir en quoi ils créent du contexte et du sens, c'est-à-dire en quoi ils révèlent une partie du *vivre son voisin au village*. Ainsi, les structures agraires (entendues comme l'agencement de l'habitat, des chemins et des parcelles) n'ont pas été données comme un préalable à l'étude des rapports sociaux, mais construites minutieusement par chaque conflit et rendues aussi précisément que possible par les reproductions d'extraits de plans cadastraux.

- 9 Néanmoins, ce lieu et cette échelle d'observation nécessitent de recourir à la comparaison, afin de valider les résultats obtenus et de dépasser le singulier. Une ébauche, sur un point précis, a été faite, mais l'expérience mérite d'être amplifiée. À cet égard, la confrontation avec les travaux conduits par l'équipe du professeur Lutz Raphael a nourri utilement notre réflexion ²². La comparabilité et la *cumulativité* doivent peut-être d'ailleurs autant s'appliquer aux procédures et méthodes d'analyse qu'aux résultats eux-mêmes ²³. D'autres façons de *vivre son voisin au village* existent : il s'agit aussi de les mettre en perspective avec le mode conflictuel.

Pour quels résultats ?

- 10 Au total, les conflits de voisinage représentent 45 % des conflits entre particuliers (sans tenir compte de la simple police) portés devant l'instance judiciaire, mais seulement 5 % des actes dressés par le juge de paix. Le dépouillement exhaustif de la justice de paix du canton de Limonest, de 1790 à 1958, donne les résultats suivants : 769 conflits de voisinage seulement répertoriés, pour lesquels 1 975 individus ²⁴ ont été engagés — pour certains, à l'occasion de plusieurs conflits. Le poids des femmes n'est pas négligeable, même si les conflits sont principalement une affaire d'hommes. 304 femmes, dont 70 % de veuves, y ont pris part, soit 19 % des protagonistes. La part des étrangers au canton de Limonest est importante : 423 protagonistes ne résident pas à titre permanent dans le canton de Limonest et, parmi eux, il y a 71 % de Lyonnais. 27 % des conflits villageois de voisinage concernent les dommages faits aux champs ou aux récoltes par les hommes et/ou les bêtes ; 26 % ont trait à des usurpations de terre, d'arbres, de haies, de fossés et autres clôtures ; 14 % sont relatifs aux entreprises sur les cours d'eau ou les plans d'eau ²⁵ ; 12 % concernent les bornes et leur déplacement, frauduleux ou pas ; enfin, 21 % des conflits de voisinage ont trait aux propriétés bâties. Il semble que les conflits de cette dernière sorte soient plus équitablement répartis tout au long de la période : ils subissent la décrue des affaires du début du 20^e siècle de façon moins abrupte.

- 11 La justice de paix du canton du Bois-d'Oingt a été, elle aussi, dépouillée : en tout, 31 128 actes. 1 008 conflits de voisinage ont été répertoriés dont 236, soit 23 %, concernent les propriétés bâties. 2 661 individus — y compris les témoins — ont pris part à ces conflits et, alors que le poids des étrangers au canton était important à Limonest, du fait essentiellement de la proximité de Lyon, il est beaucoup plus faible au Bois-d'Oingt : 5 % des conflits engagent un « étranger ». La presque totalité des conflits engagent des protagonistes *propriétaires-cultivateurs* : la relative diversité des professions exercées par les protagonistes à Limonest, n'est plus de mise au Bois-d'Oingt. Plus de conflits et plus de protagonistes qu'à Limonest, alors que la population et la densité cantonale y sont toujours inférieures. S'agit-il d'un effet de sources ou d'une « mentalité » plus processive qu'à Limonest ?
- 12 Sur les deux cantons, 63 % des protagonistes ont plus de 45 ans, 20 % plus de 65 ans et seuls 15 % ont moins de 35 ans. Les explications sont plurielles : d'abord, les protagonistes sont principalement des propriétaires-cultivateurs. Or, le titre de propriétaire s'acquiert bien souvent avec l'héritage paternel qui n'intervient guère avant l'âge de 35 ans. Ensuite, l'entrée en conflit nécessite une expérience et des connaissances minimales du champ de la justice qui s'acquièrent progressivement : trop jeune, la marge d'incertitude est trop grande pour ester en justice. Le cas de Jean-François Dupoizat est significatif d'un homme qui n'entre en conflit contre son voisin qu'une fois son capital économique solidement assis. Enfin, en fonction des lois sur le recrutement, le service militaire prélève une part non négligeable des jeunes de moins de 35 ans.
- 13 Les témoins appelés pour les conflits de voisinage sont au nombre de 671 pour les deux cantons réunis. 454 étaient des témoins à charge et 217 à décharge. Les hommes sont prioritairement appelés à témoigner : ils sont 621 contre 50 femmes. Cette disproportion très nette (plus de 92 % d'hommes) s'explique d'abord sans doute par un manque de confiance dans le témoignage du "sexe faible" ; mais aussi par une division claire des tâches : les conflits de voisinage donnent à discuter les droit de propriété et de servitude, ce qui est prioritairement de la sphère de compétence masculine. En outre, les femmes sont toujours considérées comme mineures et le champ de la justice n'est pas précisément le leur. L'âge des témoins est aussi significatif : près de 70 % des témoins ont plus de 45 ans, ce qui est élevé. Près du quart des témoins ont même plus de 65 ans. Il apparaît clairement que si la parole est prioritairement donnée aux hommes, elle est aussi davantage donnée aux personnes âgées et même très âgées. L'âge — c'est-à-dire l'expérience, et surtout la mémoire — est fortement valorisé au cours d'une enquête. Cela s'explique par le fait que les témoins sont souvent appelés, à défaut de titres, à apporter la preuve de l'existence trentenaire d'une servitude. Il fallait qu'ils aient au moins quinze ans à la date requise pour être crédibles trente ans plus tard, d'où cet « âge minimal » de 45 ans. Des connaissances élémentaires sont aussi valorisées et souvent recherchées : près de la moitié des témoins signent avec facilité et près du quart signe aussi, mais avec difficulté (souvent en raison de tremblements de la main ou de la presbytie). Seul un quart (des femmes pour la plupart) déclarent ne pas savoir signer, mais parfois ces témoins savent le faire mais désirent se soustraire à cette formalité : signer, c'est s'engager.
- 14 Protagonistes et témoins définissent un champ conflictuel qui se compose d'hommes essentiellement, propriétaires de taille moyenne, soucieux de leurs intérêts, peu enclins aux arrangements ou adoptant une attitude qui les rend impossibles. Ce sont des habitants assez instruits, suffisamment pour savoir signer dans leur majorité et au fait de

la taxinomie de la justice de paix. C'est à eux que les notables font appel quand ils ont besoin d'une « masse de manœuvre » pour atteindre des objectifs politiques qui les dépassent en partie : très peu sont électeurs avant 1848. C'est leur aptitude à entrer dans un conflit qui, à l'origine, n'est pas le leur, le courage qui les fait signer une pétition contre un maire comme celui d'aller devant le juge de paix, qui en fait le champ conflictuel, mais aussi la volonté paradoxale de se singulariser dans une masse. Il semble que, pour eux, le conflit soit un mode d'être en société, une affirmation de leur existence, existence qui n'est reconnue par ceux qui « comptent » que dans un contexte conflictuel. Le conflit est vécu comme le moyen de s'extraire définitivement du groupe le plus misérable de la communauté villageoise ²⁶, celui des non-possédants, en montrant à tous (et aux autorités en particulier) que l'on a aussi des intérêts à défendre.

- 15 Face aux catégories de la justice de paix (catégories de l'action plus que de l'objet), trois grands groupes de conflits de voisinage sur les propriétés bâties ont pu être mis en exergue : d'abord, les très nombreux conflits sur les cours communes ; puis, les conflits liés à l'écoulement des eaux ; enfin, les conflits qui ont trait aux murs. Les cours communes, résultat le plus souvent de divisions successorales, sont fréquemment incommodes : comment tourner la charrette sans empiéter sur la limite symbolique de la propriété voisine ? Où entreposer le fumier sinon dans la cour de la ferme ? Comment ne pas voir chez le voisin dès lors qu'une fenêtre donne sur la cour commune ? Autant de servitudes qui ont poussé bien des fois à élever un mur... mais sur quelle limite ? La gestion et l'écoulement des eaux ont donné lieu aussi à de nombreux litiges de voisinage. Les eaux du toit se répandant sur le mur du voisin, les eaux usées corrompant les fondations de la maison voisine ou les eaux du puits souillées par une infiltration de purin sont autant de raisons de porter plainte devant le juge. L'eau, sournoise et corruptrice, s'immisce et menace parfois la solidité même des bâtiments, il faut dès lors intervenir, et vite : les délais de la justice de paix sont courts, alors que ceux de la justice correctionnelle sont longs et ceux de l'infrajudiciaire aléatoires. C'est une autre raison du succès de la justice cantonale. Le troisième groupe des conflits est celui des constructions : les murs et leur symbolique ont été l'objet d'âpres discussions. Les questions de la solidité, de la mitoyenneté, des empiètements réels ou supposés et des ouvertures ont été souvent soulevées devant le juge. L'ouverture est un non-sens : il est tentant de l'obstruer ou d'y déposer des excréments (tout ce que le voisin qui persiste dans la jouissance de sa servitude est en droit de voir et de sentir...).
- 16 À ce sujet, si l'évolution du seuil du supportable est très difficile à mettre au jour, les paysages de l'insupportable le sont beaucoup moins. Il est apparu que loin d'être atteints d'anosmie ²⁷, les paysans du Beaujolais et du Lyonnais se plaignent prioritairement des nuisances olfactives bien avant les nuisances visuelles ou sonores. Il est vrai que les croyances populaires, relayées par la médecine pendant le premier 19^e siècle, associent mauvaises odeurs et « miasmes mortifères ». Cependant, les griefs portés devant le juge de paix viennent bien souvent en complément justificatif d'autres plus sérieux : égorger puis faire griller des cochons dans la cour commune provoque des nuisances sonores et olfactives mais le vrai problème réside dans la libre utilisation de la cour et la libre circulation des voitures. Les justiciables, souvent contraints de respecter les arrêtés municipaux en matière d'hygiène, savent, le cas échéant, retourner contre leur voisin les préoccupations des autorités. Cette assimilation intéressée ne doit néanmoins pas faire oublier les résistances auxquelles se heurtent les nouvelles mesures.

- 17 Résistances qui s'expliquent par la défense des territoires du Moi ²⁸, marqués du sceau de l'inviolabilité. Ces territoires recoupent l'habitat, qu'il a fallu décrire au moins sommairement, et voir en quoi il était un lieu privilégié de gratification. Le voisinage impose sa dialectique, ses contraintes et ses dépendances. Tour à tour espion et veilleur, il participe pleinement à la définition et à la délimitation des territoires. Ceux-ci ont pu être classés en deux groupes : d'abord, les territoires fixes ²⁹ dont les jardins — véritable interface entre le bâti et le non-bâti —, ont été pris comme cas d'étude ; ensuite, les territoires situationnels ³⁰, dont les dessertes, ont fait l'objet d'une analyse plus poussée ; enfin, les animaux domestiques ont été abordés comme les sentinelles ou les éclaireurs du Moi — les vaches, les chiens et les poules semblant être les seuls convoqués. Ces choix ont permis de donner aux propriétés bâties une définition plus pertinente que celle se résumant aux seuls bâtiments, voire à la seule habitation. Les jardins, par leur proximité, par leur investissement en travail et en attention, sont un prolongement des bâtiments d'habitation et défendus comme tel. Les dessertes irriguent les propriétés bâties et lui sont vitales comme les veines au cœur : rien ne doit venir les obstruer.
- 18 La protection des territoires du Moi s'inscrit plus généralement dans la régulation de la distance. Tenir à distance le voisin c'est d'abord la lui faire sentir : la distance sociale s'inscrit elle aussi, pour qui sait la lire, dans les murs et dans les bornes. L'injure publique y répond parfois, tendant ainsi à briser la distance, mais le plus souvent elle sert à en établir une autre. Si tant d'énergie est employée à tenir à distance, c'est qu'elle peut être parfois rompue et la violence se donner libre cours. Quand tous les territoires ont été violés, quand les limites réelles ou symboliques ont été franchies, alors le voisin pénètre dans des lieux défendus et les coups transgressent les derniers interdits. Avant d'en arriver là, il y a les sentinelles de la distance : les haies, les bornes et les clôtures. Sentinelles vivantes et mouvantes dont, à défaut de titres, la mémoire des anciens seule est la gardienne. Le problème des vues et des ouvertures, enfin, est récurrent : ce principe de pénétration symbolique chez le voisin s'oppose au principe de séparation et de secret.
- 19 En conclusion, partant de l'analyse du champ de la justice de paix appliqué à deux cantons ruraux, il s'agissait donc de voir en quoi les conflits de voisinage sont un vecteur de la pénétration des figures de l'ordre. Mais aussi, comment les catégories de la justice s'enkystent dans les enjeux « au ras du sol », mis au jour par les conflits. Ont été ainsi présentés et (re)categorisés les conflits de voisinage sur les propriétés bâties qui, bien souvent, définissent le seuil du supportable. Ils marquent également les territoires du Moi et régulent une distance multiforme. Dans une approche fine et nominative, il s'agissait aussi de tirer l'écheveau jusqu'aux champs. D'abord, le champ des possibles d'un propriétaire-cultivateur du premier 19^e siècle, dans lequel le voisinage et ses conflits, entre contraintes et opportunités, constitue un élément central. Ensuite, les champs conflictuels comparés des Vuldy et de Jean-Pierre Charmillon, dans le cadre — lui-même très conflictuel — de la commune de Dardilly. Là encore, le voisinage en conflit s'inscrit dans un ensemble plus vaste, mais qu'il contribue dans un premier temps à déceler et, dans un deuxième, à construire (pour le chercheur comme pour l'acteur du champ). Enfin, cette thèse s'est attachée à montrer que des conflits de voisinage pouvait être tiré l'écheveau des réseaux qui, érigés en systèmes, offrent au chercheur un angle nouveau d'approche des conflits eux-mêmes.

NOTES

1. Frédéric CHAUVAUD et Jacques-Guy PETIT, *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires (1800-1939)*, Paris, Honoré Champion Éditeur, 1998, p. 401.
2. *Ibidem*, p. 403.
3. Frédéric CHAUVAUD, « Les violences rurales et l'émiettement des objets au 19^e siècle. Lectures de la ruralité », dans *Cahiers d'histoire*, tome 42, n° 1, janvier-mars 1997, pp. 49-88.
4. Qui reste admise néanmoins.
5. Du latin *litigium*, de *lis*, *litis*, procès. Contestation donnant lieu à un procès ou à un arbitrage.
6. La définition des propriétés bâties résulte autant d'un choix lié aux recherches entreprises que de la définition même du voisin : le mot *voisin* vient du latin *vicinus* lequel dérive de *vicus* qui se rattache au vocable grec *oikos*, qui signifie *maison* ou *demeure*. Le voisin est, primitivement, celui qui partage une contiguïté bâtie. Il est entendu par *propriétés bâties*, non seulement les bâtiments d'habitation et de production (écurie, moulin, hangar, cellier...), mais aussi les installations servant au fonctionnement de ces bâtiments (canal d'arrivée d'eau pour le moulin...) et à ceux qui y logent, autant hommes qu'animaux (puits, abreuvoirs...). De plus, tous les espaces indispensables à l'utilisation des bâtiments, qu'ils soient bâtis ou non, sont considérés comme faisant partie des propriétés bâties (allée, cour, portail, mur...). Enfin, les espaces contigus aux propriétés bâties, notamment les jardins, sont aussi pris en considération. Mais la définition retenue n'est pas uniquement une définition matérielle, elle est aussi symbolique et psychologique : ainsi, un problème de vue donnant sur un bâtiment est considéré comme un conflit sur une propriété bâtie, tout comme une odeur qui pénètre à l'intérieur des maisons. C'est bien l'espace de transgression qui est pris en compte. Cette définition large est aussi en partie justifiée par la définition que donne le Code pénal de 1811 (article 390) des maisons habitées : « Est réputée maison habitée, tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui sans être actuellement habitée, est destinée à l'habitation, et tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage, et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale ».
7. Néologisme qui signifie l'ensemble des contestations donnant matière à procès.
8. Bernard SCHNAPPER, « Pour une géographie des mentalités judiciaires : la litigiosité en France au 19^e siècle », dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, tome 34, n° 2, février-mars 1979, pp. 399-419.
9. Armand FRÉMONT, *La région, espace vécu*, Paris, Presses universitaires de France, 1976, 223 p. (p. 78).
10. C'est-à-dire qui remplit une fonction pratique avant d'avoir tout autre caractère.
11. Erving GOFFMAN, *La mise en scène de la vie quotidienne*, tome 1 : *La présentation de soi*, tome 2 : *Les relations en public*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1973, 2 volumes, 240 p. et 361 p.
12. Jean-Claude FARCY, « Les archives judiciaires de l'histoire rurale : l'exemple de la Beauce au 19^e siècle », dans *Revue d'histoire du 19^e siècle*, n° 12, 1977, pp. 17-29.

13. Jacques-Guy PETIT, *Une justice de proximité : la justice de paix (1790-1958)*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, 332 p.
14. Pierre CHAUNU, *Histoire quantitative, histoire sérielle*, Paris, Librairie Armand Colin, 1978, 304 p. Mais aussi : Pierre CHAUNU, *Histoire science sociale, la durée, l'espace et l'homme à l'époque moderne*, Paris, Société d'édition d'enseignement supérieur, 1974, 437 p.
15. Jean-Claude FARCY, *Guide des archives judiciaires et pénitentiaires, 1800-1958*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1992, 1 175 p. (p. 17).
16. Arlette FARGE, *La vie fragile. Violences, pouvoir et solidarités à Paris au 18^e siècle*, Paris, Éditions Hachette, 1986, 355 p. ; Robert MUCHEMBLED, *La violence au village. Sociabilité et comportements populaires en Artois du 15^e au 17^e siècle*, Belgique, Éditions Brepols, 1989, 419 p.
17. Jean-Claude FARCY, *Guide des archives judiciaires...*, ouv. cité, p. 18.
18. Guillaume MÉTAIRIE, *Le monde des juges de paix de Paris, 1790-1838*, Paris, Éditions Loysel, 1994, 367 p.
19. Laboratoire d'études rurales-Sociétés et espaces ruraux de l'Europe contemporaine (Équipe d'accueil 3728), dirigé par Jean-Luc Mayaud. Sur les différentes positions de la micro-analyse, voir : Jacques REVEL [dir.], *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Éditions du Seuil/Gallimard, 1996, 243 p.
20. Marie-Renée SANTUCCI, *Délinquance et répression au 19^e siècle*, Paris, Éditions Economica, 1986, 430 p.
21. Gilbert GARRIER, « Deux siècles de rivalités entre ruraux et citadins pour la maîtrise de l'espace rural (1789-1980) », dans Gilbert GARRIER [dir.], *Les Lyonnais aux champs : six siècles d'appropriation foncière citadine au "pays" d'Anse (1388-1980)—. Bulletin du Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise*, n° 1, 1980, pp. 61-89.
22. Le projet de l'équipe de Lutz Raphael (Université de Trèves), *L'État dans le village*, repose sur quatre critères de comparaison. D'abord, une population villageoise comprise entre 500 et 1 000 habitants ; ensuite, la distance par rapport au marché (pour mesurer la réception de l'État économique moderne) ; puis, l'appartenance religieuse ; enfin, le comportement électoral des villages vis-à-vis de l'État.
23. Bernard LEPETIT, « De l'échelle en histoire », dans Jacques REVEL [dir.], *Jeux d'échelles ...*, ouv. cité, pp. 71-94.
24. Ont été comptabilisés les hommes et les femmes directement engagés, mais aussi les témoins et les fondés de pouvoir.
25. Lucien Bianco souligne, dans un tout autre contexte, en Chine, que les deux causes principales de *xiodou*, c'est-à-dire de conflits villageois, sont la gestion de l'eau et la lutte pour la terre : Lucien BIANCO, « Conflits villageois dans la Chine du 20^e siècle », dans *Études rurales*, n° 157-158, janvier-juin 2001, pp. 45-64.
26. Les moyens propriétaires sont entre deux « mondes » : sortis de la nécessité, ils ne sont pas encore entrés dans l'aisance qui signifie, au 19^e siècle, la reconnaissance sociale.
27. Terme répertorié pour la première fois en France en 1808, preuve peut-être de l'intérêt nouveau pour ce sens.
28. Voir l'usage que Robert Muchembled fait de ce concept dans : Robert MUCHEMBLED, *La violence au village...*, ouv. cité.
29. Erving GOFFMAN, *La mise en scène de la vie quotidienne...*, ouv. cité.
30. *Ibidem*.